



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale
de la Protection des
Populations**

ARRÊTÉ

Portant mise en demeure de l'installation classée pour la protection de l'environnement EARL LA CASSIERE à Saint Bihy

**Le préfet des Côtes-d'Armor
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement et notamment les livres I, II, V et ses annexes ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'action des services de l'État dans les régions et départements, et notamment l'article 44 ;
- Vu** le décret du 30 mars 2022 portant nomination de M. Stéphane ROUVÉ, préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 juin 2022 portant nomination de M. David COCHU, secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 mai 2023 portant nomination de Mme Emeline BARRIERE, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous les rubriques n°2101, 2102 et 2111 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 modifié établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 12 juin 2023 portant délégation de signature à M. David COCHU, secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 février 1989 au nom de Monsieur Jean Pierre LE QUILLEUC, modifié le 4 juillet 2008 au nom de la SCEA DE LA FORET, l'autorisant à exploiter au lieu-dit «La Forêt » à SAINT BIHY, un élevage porcin de 1435 animaux équivalents ;

Vu l'accusé réception du 18 mars 2019 pour le passage de la SCEA DE LA FORET en EARL LA CASSIERE, siège social « La Cassière » à Saint Thélo ;

Vu le rapport n° OG-CF-2023-11-23-01 suite au contrôle du 23 novembre 2023 des inspecteurs de l'environnement de la direction départementale de la protection des populations ;

Vu l'envoi en recommandé avec accusé de réception des inspecteurs de l'environnement en date du 27 décembre 2023 transmettant le rapport et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure à l'EARL LA CASSIERE qui précise qu'un délai de 15 jours lui est laissé pour faire part de ses observations ;

Vu la réponse de l'exploitant du 30 janvier 2024 ;

Considérant qu'en application du décret n°2013-1301 du 27 décembre 2013 modifié susvisé, l'installation est soumise au régime de l'enregistrement ;

Considérant que l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 sus-visé définit les zones d'actions renforcées en remplacement des zones d'excédent structurel, des zones d'actions complémentaires, des bassins versant algues vertes et bassins versants contentieux ;

Considérant la situation de l'exploitation de l'EARL LA CASSIERE, implantée en zone vulnérable (ZV), en zone d'actions renforcées (ZAR) et soumise aux dispositions de lutte contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Considérant que le contrôle réalisé le 23 novembre 2023 en présence de l'exploitant a mis en évidence :

- la non notification de la modification du plan d'épandage conformément à l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement ;
- le défaut de moyens de lutte contre l'incendie ;
- le dépassement du seuil de 170 kg d'azote organique par hectare ;
- le dépassement de 22 % de la production d'azote initialement autorisée (15230 uN contre 12440 uN autorisées) ;
- l'absence de contrôle des installations électriques par un professionnel depuis plus de 5 ans ;

Considérant que ces anomalies sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'article L. 171-8 du code de l'environnement prévoit qu'en cas d'observation des conditions imposées à l'exploitant, le préfet met en demeure ce dernier d'y satisfaire dans un délai déterminé et que le délai fixé est suffisant pour :

- mettre à jour le plan d'épandage ;
- disposer de moyens de lutte contre l'incendie ;
- respecter la quantité d'azote organique épandue, limitée à 170 kg/ha/an ;
- respecter la production d'azote à laquelle l'exploitant est autorisé ;
- faire contrôler ses installations électriques par un professionnel ;

Considérant la réponse de l'exploitant du 30 janvier 2024 sans élément susceptible de modifier la décision ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : L'EARL LA CASSIERE est mise en demeure, à compter de la réception du présent arrêté **de respecter dans un délai de 6 mois :**

- l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement qui prévoit que tout changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation et en particulier un dossier de mise à jour du plan d'épandage.
- l'arrêté préfectoral du 15 février 1989, modifié le 4 juillet 2008 l'autorisant à exploiter un élevage porcin de 1435 animaux équivalents pour une production annuelle d'azote organique de 12440 kg.

Article 2 : L'EARL LA CASSIERE est mise en demeure, à compter de la réception du présent arrêté **de respecter dans un délai de 4 mois :**

- l'article 13 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié qui prévoit que l'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie. Toute réserve d'eau ou ouvrage alternatif mis en place devra être réceptionné par le SDIS des Côtes d'Armor, sur sollicitation expresse du propriétaire.
- l'article 14 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié qui prévoit que les installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans, ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

Article 3 : L'EARL LA CASSIERE est mise en demeure, à compter de la réception du présent arrêté **de respecter pour la campagne culturelle 2023/2024 :**

- l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié, relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole prévoit notamment :

- en son annexe I - V que, en zone vulnérable, les apports azotés issus des effluents d'élevage sur l'ensemble de l'exploitation, sont limités à 170 kg par hectare de surface agricole utile.

Article 4 : Sanctions

En cas d'inobservation des présentes dispositions, l'exploitant encourt les sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 alinéa II points 1°, 2°, 3° et 4° du code de l'environnement (consignation, exécution d'office, suspension, paiement amende ou astreinte administrative), sans préjudice des suites pénales éventuelles.

Article 5 : Délai et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de

Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision à l'exploitant ;

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné précédemment.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : www.telerecours.fr

Article 6 : Publication

L'arrêté préfectoral portant mise en demeure est mis en ligne sur le site internet de la préfecture des Côtes-d'Armor : www.cotes-darmor.gouv.fr pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans.

Article 7 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Saint Bihy, et la directrice départementale de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant.

Saint-Brieuc, le 25 MARS 2024

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



David Cochu